



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
des territoires

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Claude Ebel  
Chargé(e) d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 56 72 74  
Mél : [claud.ebel@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:claud.ebel@seine-et-marne.gouv.fr)

Vaux-le-Pénil, le

18 MAI 2021

SOCIETE DE MANUTENTION DES  
CARBURANTS AVIATION  
DEPOT DE CHENNEVIERES  
CHEMIN DE LIVRY  
BP 19  
95380 CHENNEVIERES-LES-LOUVRES

Réf. : 77-2021-00069  
MISE : F661 2021/051

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : Régularisation de 15 piézomètres (Pz17, 18,19,20,21,22,24,59,60,61,62,63,64,65 et 66Lut) sur la commune du MESNIL-AMELOT  
Courrier de notification de décision

Monsieur,

Par courrier en date du 06 Avril 2021, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**Régularisation de 15 piézomètres - aquifère du Lutétien -(Pz17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66Lut) sur la commune du MESNIL-AMELOT**

dossier enregistré sous le numéro : 77-2021-00069.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Par ailleurs vous trouverez également le (ou les) arrêté(s) de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au Directeur

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. Bedu'.

Laurent BEDU

P.J. : arrêté de prescriptions générales



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
**DONNANT ACCORD**  
CONCERNANT  
LA RÉGULARISATION DE 15 PIÉZOMÈTRES - AQUIFÈRE DU LUTÉCIEN -(PZ17,  
18,19,20,21,22,24,59,60,61,62,63,64,65 ET 66LUT)  
SUR LA COMMUNE DE MESNIL-AMELOT

DOSSIER N° 77-2021-00069  
MISE F661 2021/051

Le préfet de SEINE-ET-MARNE  
Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le décret du Président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20/BC/008 du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne, et organisant sa suppléance ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 16 octobre 2017 nommant Monsieur Igor KISSELEFF, ingénieur Général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de Seine et Marne ;

VU l'arrêté préfectoral 21/BC/12 en date du 19 janvier 2021 portant organisation de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20/BC/014 en date du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KISSELEFF, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté de subdélégation n°2020/DDT/SG/08 en date du 12 février 2020 donnant subdélégation de signature à Monsieur Laurent BEDU, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, adjoint au directeur ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 06 Avril 2021, présenté par SOCIETE DE MANUTENTION DES CARBURANTS AVIATION représenté par Monsieur DEVILLERS Fabien, enregistré sous le n° 77-

2021-00069 et relatif à : Régularisation de 15 piézomètres - aquifère du Lutétien -(Pz17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66Lut) ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**SOCIETE DE MANUTENTION DES CARBURANTS AVIATION  
DEPOT DE CHENNEVIERES  
CHEMIN DE LIVRY  
BP 19  
95380 CHENNEVIERES-LES-LOUVRES**

concernant :

**Régularisation de 15 piézomètres - aquifère du Lutétien -(Pz17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66Lut)**

dont la réalisation est prévue dans les communes de :

- MAUREGARD
- MESNIL-AMELOT

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de :

- MAUREGARD
- MESNIL-AMELOT

pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de SEINE-ET-MARNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie , et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages et les conditions d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Melun, le **18 MAI 2021**

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au Directeur



Laurent BEDU

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
des territoires

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Claude Ebel  
Chargé(e) d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 56 72 74  
Mél : claude.ebel@seine-et-marne.gouv.fr

Vaux-le-Pénil, le **18 MAI 2021**

Madame la Maire  
de la commune de MAUREGARD  
12 rue de la Grande Allée  
77990 MAUREGARD

Réf. : 77-2021-00069  
MISE : F661 2021/051

**Objet :** dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :  
Régularisation de 15 piézomètres (Pz17, 18,19,20,21,22,24,59,60,61,62,63,64,65 et 66Lut) sur la  
commune du MESNIL-AMELOT  
**Accusé de réception du dossier et de la décision du préfet**

Madame la Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par SOCIETE DE MANUTENTION DES CARBURANTS AVIATION en date du 06 Avril 2021 concernant l'opération suivante :

**Régularisation de 15 piézomètres - aquifère du Lutétien -(Pz17, 18,19,20,21,22,24,59,60,61,62,63,64,65 et 66Lut) sur la commune du MESNIL-AMELOT**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Madame la Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au Directeur

Laurent BEDU

PJ : dossier  
copie du récépissé de déclaration  
copie du courrier d'accord sur le dossier



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
des territoires

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Claude Ebel  
Chargé(e) d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 56 72 74  
Mél : claude.ebel@seine-et-marne.gouv.fr

Vaux-le-Pénil, le 18 MAI 2021

Monsieur le Maire  
de la commune du MESNIL-AMELOT  
2 rue du Chapeau  
77990 LE MESNIL AMELOT

Réf. : 77-2021-00069  
MISE : F661 2021/051

**Objet :** dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :  
Régularisation de 15 piézomètres (Pz17, 18,19,20,21,22,24,59,60,61,62,63,64,65 et 66Lut) sur la commune du MESNIL-AMELOT  
**Accusé de réception du dossier et de la décision du préfet**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par SOCIETE DE MANUTENTION DES CARBURANTS AVIATION en date du 06 Avril 2021 concernant l'opération suivante :

**Régularisation de 15 piézomètres - aquifère du Lutétien -(Pz17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66Lut) sur la commune du MESNIL-AMELOT**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au Directeur

Laurent BEDU

PJ : dossier  
copie du récépissé de déclaration  
copie du courrier d'accord sur le dossier